

Cybercriminalité : la France revoit sa politique de sécurité

Instaurer une meilleure coopération entre les Etats. Tel est le leitmotiv de la nouvelle politique française en matière de sécurité collective et de lutte contre la cybercriminalité. Après dix mois de réflexion, le Livre blanc, résultat d'arbitrages entre les professionnels du secteur et le Conseil de défense présente la stratégie que va adopter la France pour ces prochaines années.

En tête des préoccupations, le renforcement des mesures de traque des criminels informatiques. Le Livre blanc doit insister sur la **notion de résilience dans la sécurité**. C'est-à-dire sur la capacité à rebondir rapidement après une attaque sur les réseaux informatiques critiques nationaux. A ce titre, le rôle du ministère de l'Intérieur et ses moyens de gestion de crise seront accrus.

Une volonté qui va dans le sens de Michèle Alliot-Marie. La ministre de l'Intérieur a réitéré la semaine dernière sa résolution dans la recherche des criminels informatiques où qu'ils soient sur le territoire communautaire. Lors des Assises du Numérique, une journée spéciale a même été consacrée à la cyberdélinquance. Une table ronde pour délimiter les nouveaux objectifs au cours de laquelle la ministre a pu « *se réjouir qu'un dialogue constructif s'opère désormais entre les professionnels, les utilisateurs et les services de police et de gendarmerie pour mieux sécuriser le Web* ». Elle ajoute, « *Il serait illusoire de limiter la lutte contre la cybercriminalité au seul cadre national* ». Tisser des réseaux pour réagir rapidement à une attaque, les principes sont posés. Reste à voir la réalité du terrain.

Si la volonté de mettre des mots sur une collaboration européenne est l'objectif de la nouvelle politique, subsiste la question des moyens. La ministre [promet le doublement des cyber-enquêteurs spécialisés](#) en Criminalité Informatique pour la police (ESCI) ou en technologie numérique pour la gendarmerie (NTECH). Rien de nouveau donc mais le Livre blanc s'appuie sur les attaques contre des pays Baltes l'année dernière pour protéger ses réseaux.

Le Livre Blanc sera présenté ce mardi à Paris par la président de la République, Nicolas Sarkozy. Il doit officialiser **la nouvelle stratégie en matière de renseignement axée sur la connaissance et l'anticipation**. Pour se donner les moyens d'une telle politique, le budget affecté à cette fonction va doubler, pour passer de 350 à 700 millions d'euros par an.